



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

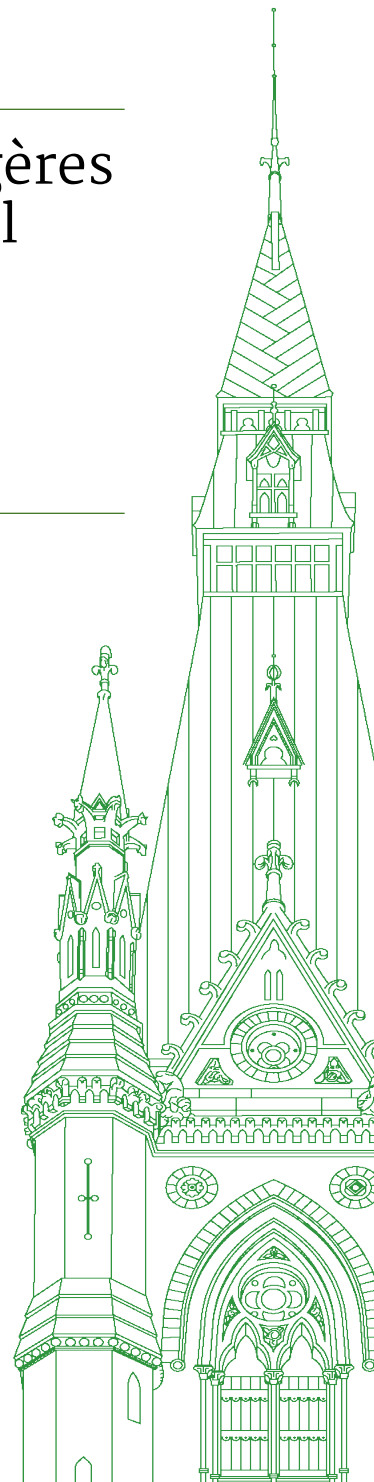
TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 017

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le mardi 9 décembre 2025

Président : Ahmed Hussen



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 9 décembre 2025

• (1105)

[Traduction]

Le président (L'hon. Ahmed Hussen (York-Sud—Weston—Etobicoke, Lib.)): Bonjour, chers collègues. Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la 17^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

[Français]

La réunion d'aujourd'hui se déroule selon le mode hybride, conformément au Règlement. Les membres y participent en personne, dans la salle, ou à distance, au moyen de l'application Zoom.

[Traduction]

Conformément à l'article 106(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 23 septembre, le Comité se réunit pour examiner la Stratégie du Canada pour l'Afrique.

Je souhaite la bienvenue à nos témoins d'aujourd'hui. Nous recevons, à titre personnel, M. Stephen Brown, professeur à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, et M. Chris Roberts, chargé de cours en science politique à l'Université de Calgary, par vidéoconférence.

Nous recevons également Mme Kate Higgins, directrice générale de Coopération Canada.

Enfin, nous recevons Mme Nwuneli, présidente-directrice générale de ONE Campaign, et Mme Legault, directrice principale des politiques pour l'Amérique du Nord.

Vous disposerez de cinq minutes pour vos observations préliminaires, après quoi nous passerons à des séries de questions.

Je crois comprendre que Mme Legault et Mme Nwuneli se partageront les cinq minutes pour présenter leurs observations préliminaires.

Mesdames, vous avez la parole.

Elise Legault (directrice principale des politiques, Amérique du Nord, ONE Campaign): Je serai brève, car Mme Nwuneli est en vidéoconférence. Je m'appelle Elise Legault et je suis directrice principale des politiques pour l'Amérique du Nord de ONE Campaign.

J'aimerais vous présenter notre présidente-directrice générale, Mme Nwuneli. Elle présentera nos observations préliminaires, et nous répondrons ensuite toutes les deux à vos questions.

Je vous en prie, madame Nwuneli.

Nndi Nwuneli (présidente-directrice générale, ONE Campaign): Je vous remercie, madame Legault.

Merci, monsieur le président. Je suis honorée de participer à l'examen par votre comité de la Stratégie du Canada pour l'Afrique.

Je suis la présidente-directrice générale de ONE Campaign, organisation mondiale de défense des droits, cofondée par Bono, qui se bat pour obtenir les investissements nécessaires pour créer des possibilités économiques et améliorer les conditions de vie en Afrique. Je m'exprime en tant que personne qui a travaillé pendant plusieurs décennies aux côtés d'agriculteurs, d'entrepreneurs, d'innovateurs, de jeunes et d'acteurs influents de la société civile privée et publique sur tout le continent africain. Leur incroyable résilience et leur créativité inspirent et éclairent ma vision de la manière dont le monde peut et doit tisser des liens avec ce continent.

Tout d'abord, je tiens à saluer l'engagement pris par le Canada lors de la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial. Le gouvernement a présenté son engagement de 1,02 milliard de dollars comme étant un retour aux niveaux d'avant la pandémie, mais cette somme représente une baisse de 16 % par rapport à son engagement précédent de 1,21 milliard de dollars en 2022. Cette réduction importante intervient à un moment critique dans la lutte mondiale contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

Permettez-moi de préciser que le Canada a besoin de l'Afrique, et que l'Afrique a besoin du Canada. Le premier ministre Carney s'est fixé pour mission claire de doubler les échanges commerciaux avec les pays autres que les États-Unis d'ici dix ans pour générer 300 milliards de dollars supplémentaires d'ici 2035. Si la diversification des échanges commerciaux et le renforcement de la collaboration avec des partenaires fiables sont des priorités actuelles, les pays du continent africain doivent occuper une place centrale dans le plan du Canada. Le Canada doit jouer un rôle plus actif et plus important dans le soutien au développement de l'Afrique et s'appuyer sur son partenariat pour faciliter l'ouverture de nouveaux marchés pour le Canada.

Aux Canadiens, je dis avec une totale conviction que l'Afrique n'est pas un risque. L'Afrique offre des perspectives et le rendement des investissements y est excellent.

Le rapport de ONE sur les raisons pour lesquelles le Canada devrait commercer davantage avec l'Afrique, publié en mai 2022, montrait que le Canada ne commerce pas avec l'Afrique à la hauteur de son potentiel, malgré la croissance économique du continent et les possibilités qu'il offre. Moins de 1 % de ses exportations sont destinées à l'Afrique, et moins de 2 % de ses importations viennent de ce continent. En 2023, le Canada a exporté pour 6,7 milliards de marchandises vers l'Afrique, et les importations canadiennes en provenance de l'Afrique se chiffraient à 12,4 milliards de dollars. Dans notre rapport, nous montrons qu'avec des relations économiques plus solides avec le continent, les entreprises canadiennes pourraient générer 2,7 milliards de dollars de revenus supplémentaires d'ici 2030. Les importateurs canadiens pourraient augmenter leurs importations de 3,3 milliards de dollars d'ici 2030, diversifiant ainsi leurs chaînes d'approvisionnement, tout en contribuant à la transformation économique de l'Afrique. À titre de comparaison, le Canada commerce 15 fois plus avec l'Asie qu'avec l'Afrique, malgré la trajectoire de croissance de l'Afrique.

Voici les faits en ce qui concerne la trajectoire de croissance de l'Afrique. Aujourd'hui, les 1,2 milliard d'habitants du continent constituent la population la plus jeune du monde et celle qui croît le plus vite. En 2050, elle aura doublé et représentera 25 % de la population mondiale. La création de la zone de libre-échange continentale africaine marque l'aube de ce qui sera la zone de libre-échange la plus importante et la plus vaste du monde, et elle pourrait augmenter les revenus régionaux de 450 milliards de dollars d'ici 2035.

Le Canada compte une diaspora dynamique originaire du continent africain, estimée à 1,2 million de personnes, et ce nombre est en augmentation. Ces personnes volontaires et talentueuses peuvent établir des liens économiques et culturels plus solides avec le continent. Le Canada fait également preuve d'un réel leadership en matière de gouvernance, d'agriculture, de gestion des déchets plastiques, de minéraux critiques et d'énergie — autant de domaines qui correspondent tout à fait aux priorités de développement de l'Afrique.

Afin de favoriser une croissance économique et une prospérité mutuellement bénéfiques, et d'appliquer les stratégies que je viens d'énumérer, ONE recommande les mesures suivantes.

Premièrement, le financement. La stratégie africaine du Canada a besoin de ressources pour passer d'un cadre à l'action. Le succès de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, dotée d'un budget de 2,3 milliards de dollars pour la période 2022-2027, montre pourquoi une stratégie crédible nécessite un financement, un calendrier précis et un plan d'action concret.

Deuxièmement, les politiques habilitantes. Nous devons veiller à ce que les politiques commerciales du gouvernement à l'égard de l'Afrique correspondent aux objectifs du développement. Le commerce est à double sens, et une politique commerciale et de développement cohérente devrait non seulement permettre à plus d'entreprises canadiennes de se développer sur les marchés africains, mais aussi soutenir les entreprises africaines dans leurs efforts pour former des partenariats avec des clients canadiens et vendre leurs produits au Canada. Le Canada devrait soutenir la création de valeur ajoutée dans les pays africains et ne pas se concentrer seulement sur l'exportation des matières premières du continent.

• (1110)

Troisièmement, en ce qui concerne les missions commerciales, bien que beaucoup d'exportations africaines bénéficient déjà d'un accès au Canada en franchise de droits, cette mesure ne s'accompagne pas d'une promotion des échanges ou de missions commerciales officielles, contrairement à ce qui se fait pour des concurrents comme la Chine ou l'Union européenne. Le premier ministre et le ministre du Commerce international devraient demander à Affaires mondiales Canada d'organiser au moins une mission commerciale officielle en Afrique d'ici la fin de 2026. En fait, si le Canada souhaite envoyer un signal fort indiquant qu'il est prêt à faire des affaires, le premier ministre Carney lui-même devrait se rendre de nouveau sur le continent.

Quatrièmement, il convient de créer des voies commerciales plus faciles et plus transparentes. Les entreprises et les entrepreneurs canadiens ont besoin d'un soutien plus clair pour étendre leurs activités au marché africain. Cela passe notamment par la création d'un nouveau pôle commercial africain au sein d'Affaires mondiales Canada et par l'élargissement des Accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers, l'APIE, à d'autres pays africains, afin que les deux parties en tirent profit. De plus, le Canada a conclu des accords de libre-échange dans le monde entier, mais aucun en Afrique. Entamer des négociations en vue d'un accord de libre-échange complet avec une ou plusieurs des principales économies africaines changerait la donne.

Cinquièmement, investir dans la transformation économique de l'Afrique et la soutenir. Le Canada devrait veiller à continuer de soutenir par son aide internationale les institutions africaines efficaces. La semaine prochaine, à Londres, le Canada peut envoyer un message clair à ses partenaires africains en s'engageant fermement envers le Fonds africain de développement, le FAD. Le FAD est le principal bailleur de fonds pour les infrastructures sur le continent et il constitue un levier de croissance essentiel pour la création d'emplois, l'agriculture, l'énergie, le développement du secteur privé et les débouchés commerciaux.

Enfin, le Canada doit tirer parti de son influence au sein d'institutions internationales telles que le G7, le G20, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour surmonter les obstacles systémiques qui entravent la transformation économique d'Afrique, notamment le montant élevé du remboursement de la dette, le coût élevé du capital et l'accès irrégulier à l'électricité. Il faut, pour relever ces défis généraux, une coordination des dirigeants, et le Canada est bien placé pour défendre les solutions.

Nous avons besoin de volonté politique pour arriver à des résultats. Je vous remercie tous d'avoir pris l'initiative et de montrer que le Canada peut combler les lacunes créées par le reste du monde.

Le président: Merci beaucoup pour vos observations.

Nous invitons maintenant Kate Higgins à présenter ses observations préliminaires.

[Français]

Kate Higgins (directrice générale, Coopération Canada): Bonjour. Je tiens à vous remercier de me donner l'occasion de témoigner aujourd'hui au nom de Coopération Canada, la voix nationale pour la coopération internationale, qui représente plus d'une centaine d'organisations canadiennes de développement et d'aide humanitaire.

Lorsque le Canada a publié sa stratégie pour l'Afrique, en mars, nous l'avons accueillie comme une mesure attendue depuis longtemps en faveur d'une approche plus cohérente et tournée vers l'avenir à l'égard du continent. Cependant, son succès dépend d'investissements clairs, d'objectifs mesurables et d'efforts diplomatiques, économiques et d'aide internationale soutenus.

L'audience, aujourd'hui, est l'occasion d'évaluer la stratégie et de réfléchir aux efforts plus larges du Canada en matière de coopération internationale. Mes remarques soulignent plusieurs priorités que le Canada doit respecter pour s'engager de manière efficace et responsable auprès de ses partenaires africains.

[Traduction]

Tout d'abord, l'Afrique offre d'énormes possibilités pour un plus grand engagement du Canada dans la diversification du commerce, par exemple dans les minéraux critiques. Ces possibilités offrent un réel potentiel de prospérité partagée, mais les avantages mutuels nécessitent plus que des activités commerciales. Ils nécessitent des partenariats fondés sur des valeurs communes, notamment une croissance inclusive et durable, et des normes élevées en matière de transparence, de protection de l'environnement et de droits de la personne.

L'aide internationale peut créer et soutenir des retombées économiques à long terme. En aidant à mettre en place des économies stables et des institutions plus solides, elle élargit les marchés futurs, favorise des relations commerciales prévisibles et contribue à la sécurité mondiale. Cela profite aux entreprises et aux entrepreneurs africains et canadiens, mais l'intérêt du Canada à saisir des possibilités économiques ne doit pas conduire à un retour à des pratiques telles que l'aide conditionnelle, c'est-à-dire l'aide conditionnée à l'achat de biens et de services auprès d'un pays donateur. L'aide conditionnelle fausse les priorités, limite les impacts et réduit la valeur de l'aide. Le Canada ne conditionne plus son aide pour une raison, et revenir sur cette décision ou aller dans cette direction compromettrait notre crédibilité.

Deuxièmement, les récentes réductions du budget de l'aide internationale du Canada, qui représente moins de 2 % des dépenses fédérales, compromettent les ambitions de la Stratégie pour l'Afrique. Le budget de 2025 a annoncé une réduction de 2,7 milliards de dollars sur quatre ans. Des réductions de cette ampleur nuisent à la capacité du Canada d'honorer ses engagements à un moment où les besoins humanitaires augmentent.

Troisièmement, le Canada doit donner la priorité à des mesures destinées à surmonter les obstacles structurels au développement, notamment la crise de la dette. Plus de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu sont en situation de surendettement ou risquent fortement de le devenir, certains dépensant plus en service de la dette que pour la santé ou l'éducation. Le commerce et l'investissement sont importants, mais ils ne suffisent pas à eux seuls à débloquer le développement quand les pays sont pris au piège d'une dette insoutenable.

Quatrièmement, les crises humanitaires, comme celle du Soudan, montrent bien pourquoi une aide internationale fondée sur des principes reste essentielle. Ce conflit catastrophique, marqué par des déplacements massifs de population, la famine et l'effondrement de la gouvernance, montre que le développement n'est pas facultatif et qu'il est souvent une bouée de sauvetage. Il est important de mettre l'accent sur la coopération économique, mais cela ne doit pas se

faire au détriment des efforts indispensables en matière d'aide humanitaire, de consolidation de la paix et de stabilisation.

Le Soudan rappelle aussi la nécessité d'une cohérence stratégique pour tous les instruments de politique étrangère du Canada, y compris en matière d'exportation d'armes. Le Canada ne peut pas défendre de manière crédible la paix et les droits de la personne, si du matériel militaire canadien se retrouve dans des contextes fragiles ou autoritaires.

Enfin, le développement local, la mobilisation de la société civile et l'égalité des sexes doivent être des éléments importants de la Stratégie pour l'Afrique. La société civile africaine est fondamentale pour la résilience démocratique et le développement inclusif. L'égalité des sexes est un moteur de la transformation économique, de la gouvernance responsable et de la paix durable. La stratégie doit intégrer le leadership local, la société civile et l'égalité des sexes dans tous ses piliers.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à vous ce matin. La Stratégie du Canada pour l'Afrique marque un pas dans la bonne direction. Son succès dépendra de son ancrage dans un développement économique durable et inclusif, d'une coopération au développement fondée sur des principes, d'un soutien au leadership africain et d'une politique étrangère cohérente.

Je vous remercie.

• (1115)

Le président: Merci, madame Higgins, de vos observations.

J'invite maintenant M. Brown à présenter ses observations préliminaires.

[Français]

Stephen Brown (professeur, École d'études politiques, Université d'Ottawa, à titre personnel): Je vous remercie beaucoup de m'avoir invité à vous adresser la parole aujourd'hui.

Je m'appelle Stephen Brown. Je suis professeur de sciences politiques à l'Université d'Ottawa. J'étudie l'aide au développement du Canada depuis une vingtaine d'années, ainsi que la politique africaine et le développement en Afrique depuis environ 30 ans.

[Traduction]

Permettez-moi de commencer par reconnaître que la Stratégie du Canada pour l'Afrique me laisse un peu perplexe. J'ai lu le document stratégique. J'ai même écrit dans mon blogue à son sujet. La plupart des mesures qui y sont décrites sont très intéressantes, mais certaines choses m'échappent. Par exemple, il ne précise pas jusqu'où le Canada compte changer de pratiques dans cette stratégie.

La stratégie elle-même énumère de nombreuses activités que le Canada mène déjà. Il s'agit, en fait, d'un document assez rétrospectif, alors qu'il devrait être plus prospectif. Qu'est-ce que le Canada va faire de différent de ce qu'il fait ou a fait depuis 10 ou même 20 ans?

Le deuxième point, ou le point principal, qui me laisse perplexe est le suivant: combien de nouvelles choses le Canada peut-il faire sans ressources supplémentaires et sans abandonner aucune des activités qu'il mène actuellement? Le budget publié le mois dernier m'a laissé encore plus perplexe quant aux intentions du Canada à l'égard de l'Afrique. Bien que le gouvernement se vante dans la stratégie d'ouvrir trois nouvelles ambassades ou hauts-commissariats en Afrique, il est maintenant question de fermer des ambassades. Il y aura moins d'argent pour l'aide, mais le document budgétaire mentionne aussi que le Canada concentrera son soutien sur les pays qui en ont le plus besoin. Cela signifie-t-il plus d'aide pour l'Afrique, ou moins d'aide?

La stratégie souligne l'importance de la santé, mais le budget prévoit des réductions dans ce domaine, ce qui donne à penser que le Canada n'a plus vraiment l'intention d'être un chef de file dans cette région, en particulier en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs. Plus généralement, comment le Canada peut-il se montrer novateur et ambitieux en Afrique en réduisant le budget et les effectifs d'Affaires mondiales Canada?

Je souscris aux recommandations formulées par les témoins qui viennent de s'exprimer, et j'aimerais en ajouter quelques-unes pour ma part.

Premièrement, le commerce et l'investissement sont importants, mais nous ne devons pas oublier les droits de la personne et la protection de l'environnement. Les sociétés minières canadiennes présentes en Afrique posent de sérieux problèmes à cet égard, mais les gouvernements conservateurs et libéraux se sont montrés peu disposés à vraiment prendre des mesures à ce sujet.

Deuxièmement, il faudrait maintenir le travail essentiel dans le secteur de la santé, ce qui est d'autant plus urgent puisque les États-Unis se retirent de l'aide dans ce domaine.

Troisièmement, il en va de même pour les droits des personnes LGBTQI+. Il est d'autant plus urgent de soutenir davantage les efforts locaux puisque les fonds sont déjà rares et que les quelques donateurs actifs dans ce domaine, notamment les États-Unis, ont réduit, voire cessé, leur aide.

Quatrièmement, il faut faire preuve de prudence avant de se lancer dans le financement innovant et mixte, dont la contribution à la réduction de la pauvreté est beaucoup moins évidente que ne le prétendent ses promoteurs.

Enfin, cinquièmement, le Canada a depuis longtemps tendance à oublier l'Afrique, puis à s'en souvenir, puis à l'oublier de nouveau. C'est ce que mon collègue David Black, de l'Université Dalhousie, appelle « une incohérence constante ». Si le Canada souhaite être considéré comme un partenaire fiable, il nous faut une politique claire, afin de passer de la parole aux actes, et il nous faut investir dans de véritables partenariats à long terme.

Merci.

• (1120)

Le président: Je vous remercie de vos observations.

J'invite maintenant M. Roberts à présenter ses observations préliminaires.

Chris W. J. Roberts (chargé de cours en science politique, Université de Calgary, à titre personnel): Très bien, merci, monsieur le président.

Merci de me recevoir de nouveau au Comité pour parler des relations entre l'Afrique et le Canada et des progrès réalisés dans la Stratégie du Canada pour l'Afrique. Il s'est passé beaucoup de choses depuis ma dernière visite au Comité en avril 2024.

Des étapes importantes en matière de politique ont bien sûr été franchies au cours des 18 derniers mois, ce qui a suscité à la fois de l'enthousiasme et des débats constructifs. Le moment est venu, comme nous le faisons actuellement, de réévaluer et de redynamiser l'intention stratégique du Canada à l'égard du continent.

J'ai déjà écrit qu'il est urgent que la Stratégie du Canada pour l'Afrique utilise concrètement les quatre D, c'est-à-dire la démographie, la demande, la démocratie et les diasporas. Bon nombre de ces questions ont, évidemment, déjà été mentionnées par les précédents intervenants aujourd'hui.

Après une année de changements majeurs dans les priorités nationales en réponse aux défis américains et mondiaux, trois autres éléments doivent être ajoutés de toute urgence: la mise en œuvre, la défense et les drones — dans la même catégorie —, et la diversification.

Les quatre premiers D sont bien compris, mais pas pleinement intégrés. La démographie se concentre sur le passage progressif de la Chine et de l'Inde à l'Afrique comme future source de main-d'œuvre et futur pôle de croissance mondial. Cependant, il ne peut y avoir de croissance mondiale durable ni de réduction de la pauvreté sans que la demande en matière d'emplois, d'infrastructures et de services sociaux soit satisfaite dans toute l'Afrique et, en particulier, sans un approvisionnement en énergie massif et simultanément, à la fois abordable, fiable et accessible pour les ménages et l'industrie. Cela inclut les combustibles fossiles africains.

Parmi les autres demandes figure la propriété locale tout au long de la chaîne de valeur, y compris dans le secteur minier et les minéraux critiques, et des conditions plus équitables, comme d'autres l'ont mentionné, sur les marchés boursiers et sur le marché de la dette.

Une autre demande, exprimée avec succès par les électeurs en Afrique du Sud, au Ghana, au Sénégal et au Botswana en 2024, mais violemment réprimée au Cameroun et en Tanzanie plus récemment, est celle des populations qui réclament la démocratie. Malgré la propagande qui prétend le contraire, les Africains sont généralement plus convaincus que les citoyens d'autres régions que la démocratie est préférable à un gouvernement non démocratique, selon de nombreuses enquêtes Afrobarometer. Alors que d'autres se retirent, le Canada doit appuyer plus sérieusement les institutions démocratiques et les droits de la personne, ou du moins ne pas rendre possibles des élections de façade qui permettent à des autocrates de se maintenir au pouvoir. L'hypocrisie autour de la démocratie compromet notre sécurité et nos intérêts commerciaux à long terme.

Enfin, ses différentes diasporas africaines, déjà mentionnées, qui maintiennent des liens culturels, commerciaux, linguistiques et autres avec le continent, confèrent au Canada un avantage considérable. Cependant, il faudra du temps pour que les diasporas se voient accorder une place dans la Stratégie pour l'Afrique. Espérons qu'il ne s'arrêtera pas à un portail Web, à des consultations occasionnelles ou à une présence d'Affaires mondiales Canada à des événements organisés par les diasporas.

Je vais passer rapidement maintenant aux trois nouveaux éléments qui, basée sur l'année écoulée, nous permettrait de faire avancer la Stratégie pour l'Afrique de manière productive.

Le premier élément est celui de la mise en œuvre. Cela rejoint en partie ce que M. Brown vient de dire, mais la « mise en œuvre » renvoie au problème que nous semblons avoir: tenir les promesses fondamentales qui ont déjà été annoncées depuis novembre 2024 et mars 2025, et faire en sorte que tout engagement futur pertinent pris pour renforcer les priorités concordantes soit concrétisé, doté de ressources, mis en œuvre et évalué. J'ai des inquiétudes à cet égard, mais j'espère être corrigé, si mes données ne sont pas à jour.

D'après ma propre expérience lors de mon voyage en Zambie à la fin du mois d'août, mais aussi d'après mes recherches en ligne hier, aucun progrès substantiel concernant la promesse de transformer notre modeste bureau à Lusaka en un haut-commissariat à part entière et, semble-t-il, de faire la même chose au Bénin, ne s'est matérialisé. Si les restrictions budgétaires se traduisent par des suppressions d'ambassades, nous aurons fait le contraire de ce que nous avons promis il y a plus d'un an.

Je n'ai pas non plus constaté de signes concrets des idées prometteuses autour de la notion de pôle commercial de l'Afrique, destiné à réorienter le mandat du Service des délégués commerciaux vers une approche plus intégrée qui facilite les échanges commerciaux et les investissements bilatéraux, au lieu de se concentrer sur le rôle traditionnel de promoteur des exportations canadiennes.

De plus, la nomination de deux envoyés spéciaux semble n'avoir fait qu'ajouter des titres à des ambassadeurs surchargés de travail et à leur personnel très réduit, sans qu'il leur soit accordé les ressources financières ou humaines correspondantes.

Du point de vue de ceux d'entre nous qui font partie de la communauté des universitaires, des associations et des groupes de réflexion de petite taille aux ressources limitées qui se concentrent sur l'Afrique, la promesse d'élargir notre capacité d'analyse et notre compréhension des développements économiques en Afrique et de leurs conséquences pour le Canada était essentielle, mais rien n'indique à ce jour qu'une telle mobilisation des connaissances ait lieu.

• (1125)

Je ne suis pas non plus convaincu des avantages d'une priorité donnée à de nouveaux accords de protection des investissements étrangers, les APIE, qui étendraient de manière excessive la double imposition, et d'autres accords pratiques ou techniques conclus avec un plus grand nombre de pays, y compris, comme d'autres l'ont mentionné, des accords de libre-échange bilatéraux ou même un accord de libre-échange avec tout le continent.

Nous savons que 2025 a été une année difficile et nous savons que le Canada doit voir comment tenir ses promesses — ses modestes promesses — qui, apparemment, ne nécessitaient pas d'engagements financiers supplémentaires. Nous n'y sommes toujours pas parvenus, près d'un an après leur annonce initiale.

L'une de mes principales recommandations, comme par le passé, est que le Comité incite le gouvernement à envisager de rétablir le poste de secrétaire d'État pour l'Afrique. Il existait durant le dernier âge d'or de l'attention portée à l'Afrique à Ottawa, à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

J'aimerais parler un peu de la défense, mais je passerai sur une partie de mes notes, afin de ne pas dépasser le temps qui m'est im-

parti. Je dirai simplement, sans reconnaître les défis sécuritaires africains comme étant des priorités potentielles, ce que nous avons tendance à faire au Canada, que notre pays va inévitablement se laisser entraîner dans un déploiement futur sans préparation suffisante ou, comme l'illustre la récente crise du transport maritime en mer Rouge, il pourrait même ne pas avoir les capacités nécessaires pour soutenir pleinement des opérations multilatérales dans certains domaines sur le continent africain ou à proximité, en appui à des mesures de sécurité régionale internationales ou africaines.

Enfin, en matière de défense, il se pose aussi le problème du combat autonome. Nous voyons l'utilisation et l'évolution des drones dans la guerre en Ukraine, mais cette évolution concerne aussi tous les conflits africains. Elle inclut de nombreux groupes armés non étatiques, y compris ceux affiliés à Al-Qaïda ou à l'État islamique, qui peuvent avoir des liens directs avec des réseaux mondiaux susceptibles de déployer ces capacités contre des infrastructures clés ou des civils, et ce, d'une manière qui n'a pas encore été envisagée.

Outre l'internationalisation de conflits locaux sur le continent, les guerres de désinformation et l'expansion de l'empreinte économique militaire russe sur le continent, l'escalade des conflits en Afrique au cours de la dernière décennie accroît toute une série de menaces régionales et mondiales qui rendent beaucoup plus difficile la prospérité dont l'Afrique et le monde ont besoin.

• (1130)

Le président: Merci. Nous avons largement dépassé le temps imparti. Merci de vos observations préliminaires, monsieur Roberts.

Je donne maintenant la parole aux membres du Comité, en commençant par M. Ziad Aboultaif. Vous disposez de six minutes.

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Merci, monsieur le président, et merci à tous nos témoins de leur présence aujourd'hui.

Ma question s'adresse à M. Roberts et à Mme Nwuneli.

La mention d'une nouvelle stratégie et de la volonté politique en ce qui concerne la visite du premier ministre en Afrique est importante. Nous savons que l'accent est mis sur les affaires pour mettre un pied sur le continent, sur la base d'un partenariat. L'Afrique ne demande pas l'aumône. Elle demande des partenariats et souhaite que nous cherchions à améliorer ensemble ces relations. Je sais que le Canada entretient globalement de bonnes relations avec de nombreux pays. Cela pourrait ne pas être suffisant.

Il y a ici matière à comparaison entre ce que font la Russie, la Chine et l'Inde sur le continent et l'approche proposée par des témoins comme ceux que nous recevons aujourd'hui, notamment.

En quoi ces pays agissent-ils différemment de nous? Ils ont plus de succès que nous. Bien sûr, ils font beaucoup plus d'affaires que le Canada. Je sais que nous sommes désavantagés par la distance, par exemple.

La question à un million de dollars est la suivante: qu'est-ce que la Russie, la Chine et l'Inde font de différent par rapport à nous? Cela pourrait nous amener à revoir notre stratégie et notre approche à l'égard de l'Afrique.

Cette question importante s'adresse à M. Roberts, puis à Mme Nwuneli, dont j'aimerais connaître l'avis. Merci.

Chris W. J. Roberts: Comme vous l'avez dit, c'est la grande question.

Si l'on examine l'essor de la Chine en Afrique entre 2000 et 2010, ces 10 premières années, la Chine a commencé un commerce bilatéral avec le continent en 2000 à des niveaux — encore une fois, l'inflation est un facteur — qui n'étaient pas très différents de ceux du commerce entre le Canada et l'Afrique. Nous parlons de moins de 20 milliards de dollars de commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique en 2000. Aujourd'hui, ce niveau atteint 200 milliards de dollars. Le niveau d'investissement s'élève à plusieurs dizaines de milliards de dollars.

Qu'ont fait ces pays? Encore une fois, la Chine a en quelque sorte mené cette charge, ainsi que la Russie d'une manière différente, mais aussi l'Inde. Qu'ont-ils fait? Ils ont mis en place des stratégies globales et coordonnées.

Disons simplement que les dirigeants politiques ont fait de l'Afrique une priorité. C'est ce qu'il faut. Nous pouvons parler des petits changements politiques que nous envisageons, comme l'a mentionné M. Brown. Cela ne semble pas très différent de ce que nous avons fait jusqu'à présent, et nous ne sommes même pas en mesure de réaliser ce que nous avons annoncé l'année dernière, qui ne coûte pourtant pas très cher, alors que ces pays ont une longueur d'avance sur nous en matière de coordination du secteur public lui-même, mais aussi de coordination avec le secteur privé.

Je sais que l'on a tenté de mettre en évidence certains des mécanismes qui permettent d'y parvenir, mais le Canada se heurte à de nombreuses difficultés en raison de son fédéralisme et de son éloignement de l'Afrique, même si je tiens à souligner que Pékin et Ottawa se trouvent exactement à la même distance du centre du continent; ce n'est donc pas une excuse.

Ziad Aboultaif: Nous allons maintenant passer à Mme Nwuneli.

Ndidi Nwuneli: J'aimerais ajouter à ce qu'a dit M. Roberts et souligner deux points. Premièrement, non seulement ces pays ont-ils établi une stratégie globale pour s'engager en Afrique, en particulier la Chine et l'Inde, mais ils ont aussi fourni des financements raisonnables à leurs entrepreneurs pour qu'ils puissent commercer, créer des entreprises et générer de la valeur ajoutée. La Banque de Chine et la Banque de l'Inde ont suivi les entreprises.

Nous avons comparé cela à FinDev Canada, par exemple. L'engagement de FinDev Canada envers l'Afrique et le montant des ressources qu'elle investit en Afrique sont insignifiants en comparaison. Cela ne suffirait même pas pour investir dans un seul pays.

Ensuite, le rendement attendu des investissements est également une question clé qui a été abordée, car le coût du capital et la prime de risque associés à l'investissement en Afrique sont trop élevés, ce qui est injuste et lié au manque de données.

Je recommande que, en partenariat avec des organisations comme ONE et de nombreux établissements universitaires présents dans cette salle, nous produisions réellement des données de qualité au Canada, comme l'a fait ONE, avec un rapport commercial qui démontre ce que nous manquons si nous ne joignons pas le geste à la parole. Il s'agit d'un financement abordable qui stimule l'appétit pour l'investissement et suit les entreprises canadiennes vers les pays prioritaires où il y a un rendement sur l'investissement et où cela peut être démontré.

Nous avons également mentionné les missions commerciales. Si l'on regarde les équipes commerciales que la Chine a mises en

place dans chaque pays africain prioritaire, on peut constater qu'elles sont établies dans une perspective à long terme. La Chine a doté ses ambassades de connaissances, d'informations et d'un engagement très fort sur le terrain. Nous avons pu le constater dans des pays comme le Nigéria, d'où je viens.

Enfin, je dirais qu'il est également essentiel, à mon avis, de changer les discours. Nous avons beaucoup travaillé avec les populations de la diaspora au Canada pour changer l'image de l'Afrique, qui passe d'un enfant affamé à une femme entrepreneur prospère. Qu'incluons-nous dans le programme scolaire canadien?

Si vous parlez à un jeune Chinois moyen, il vous dira ce que l'Afrique a à offrir à la Chine. Le citoyen canadien moyen ne sait pas où se trouve le Nigéria sur la carte ou ne sait pas ce que le Nigéria ou le Maroc ont à offrir au Canada.

Merci.

• (1135)

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Vandenberg.

Vous disposez de six minutes.

Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci beaucoup.

Je suis très heureuse de vous avoir tous ici aujourd'hui.

J'aimerais commencer mes questions par vous, madame Higgins. Je voudrais approfondir un peu cette idée. Il est évident que nous devons intensifier nos échanges commerciaux. Il est évident que nous devons tirer parti du financement privé. Je pense que c'est quelque chose que nous acceptons tous, mais il y a des limites. Pour citer une blague souvent entendue au sein d'Affaires mondiales Canada, le Canada est un pays qui finance à la fois la mine et les manifestants pro-environnement qui protestent devant ses portes.

C'est une blague. Ce n'est pas la vérité, mais je dis cela parce qu'il y a des choses que le secteur privé et le commerce ne peuvent pas fournir, et quand on regarde...

Vous l'avez mentionné, madame Higgins, lorsque vous avez parlé de famine, de déplacements de population et de conflits. Il y a des choses comme la santé et les droits sexuels et reproductifs, la lutte contre le changement climatique et le travail dans les États fragiles et défaillants, les États en conflit. J'aimerais avoir votre avis à ce sujet. Vous avez parlé de valeurs. Parfois, lorsque nous parlons de droits de la personne et de démocratie, cela entre en conflit avec la recherche du profit de certains partenaires commerciaux et économiques. J'aimerais que vous nous donniez votre avis sur ces limites et sur les raisons pour lesquelles il est vraiment important que nous continuions à financer des domaines comme la santé et les droits sexuels et reproductifs, la démocratie, les droits de la personne et le climat.

Pourriez-vous nous donner votre avis à ce sujet? J'ai d'autres questions à vous poser.

Kate Higgins: Merci beaucoup pour cette question. Je vais essayer d'être brève.

Permettez-moi de répondre en deux parties. Comme je l'ai dit, lorsque nous regardons le conflit dévastateur au Soudan, où plus de 30 millions de personnes, dont 16 millions d'enfants, ont besoin d'une aide humanitaire vitale, cela démontre, à mon avis, la nécessité pour des pays comme le Canada d'intervenir et de fournir une aide humanitaire vitale dans ce contexte humanitaire particulièrement dévastateur. Par ailleurs, comme je l'ai mentionné dans ma déclaration préliminaire, l'aide internationale — au moyen du soutien à l'égalité des sexes, par exemple — peut favoriser l'autonomisation économique. Elle peut soutenir les droits des femmes et des personnes de diverses identités de genre. Elle peut véritablement soutenir les collectivités. Ces droits et ces valeurs sont extrêmement importants.

Par ailleurs, en investissant dans des domaines comme la santé et les droits sexuels et reproductifs, la gouvernance démocratique et l'environnement réglementaire permettant aux entreprises de prospérer, la gouvernance canadienne aide à plusieurs niveaux. De nombreux exemples très intéressants et percutants d'aide internationale canadienne soutenant ces domaines existent. Cela ne soutient pas seulement les droits de la personne. Cela crée et soutient également les conditions économiques dans lesquelles les marchés, le commerce et le développement économique peuvent prospérer.

Pour conclure, je tiens vraiment à répondre à votre remarque importante selon laquelle les besoins humanitaires sont sans cesse croissants. Seul un quart des besoins humanitaires a été satisfait en 2025. Parallèlement, lorsqu'elle est investie et mise en œuvre de manière stratégique et prudente, l'aide internationale peut soutenir les collectivités, les droits et la démocratie, et elle peut également créer les conditions propices à l'épanouissement des marchés, des entreprises et des économies.

• (1140)

Anita Vandenbeld: Merci. Je comprends la nécessité du développement et de la poursuite de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, mais aussi de la diplomatie. Vous avez notamment mentionné la question du genre. Le Canada, par le truchement d'une motion ici au Parlement, a créé le poste d'ambassadrice pour les femmes, la paix et la sécurité. Pouvez-vous nous parler un peu de l'importance de ce niveau de statut diplomatique et de ce qu'il a apporté au continent africain?

Kate Higgins: Absolument. Je suis très fière du leadership de longue date du Canada en matière d'égalité des sexes. Que ce soit sous les gouvernements conservateurs ou libéraux, je pense que le Canada a un véritable héritage et une grande expérience des partenariats, que nous avons bâtis sur l'égalité des sexes. Je pense que la création de postes tels que celui d'ambassadrice pour les femmes, la paix et la sécurité démontre clairement, sur la scène internationale, que nous prenons très au sérieux l'importance de l'égalité des sexes dans les espaces multilatéraux et dans la diplomatie.

Nous en avons déjà un peu parlé, mais j'aimerais enfin conclure sur un point important dans le contexte de la stratégie du Canada pour l'Afrique, à savoir l'importance réelle de la cohérence des politiques dans l'ensemble de nos outils de politique étrangère. J'aimerais que notre politique étrangère soit mieux intégrée dans la diplomatie, la défense, le commerce et le développement. C'est absolument crucial. Cela nécessite une approche et une perspective cohérentes à l'échelle de tous les ministères, de l'ensemble du gouvernement et de tout le Canada. Je pense que, lorsque nous examinons le contexte géopolitique particulier dans lequel nous nous trouvons,

nous avons du travail à accomplir en tant que pays pour être plus cohérents entre ces différents piliers de la politique étrangère.

Anita Vandenbeld: Il semble y avoir une idée émergente selon laquelle l'aide humanitaire et l'aide au développement sont deux choses distinctes. Pouvez-vous me donner votre avis à ce sujet?

Kate Higgins: Je ne suis pas d'accord. Je pense qu'une façon très utile d'aborder cette question est de réfléchir au contexte actuel des crises humanitaires. Elles sont de plus en plus longues. De plus en plus, elles ne durent pas seulement quelques jours ou quelques semaines, mais des années et des années.

En tant que personne qui se trouve dans cette situation, vous ne vous demandez pas s'il s'agit d'un contexte humanitaire, ou d'un contexte de développement, ou si c'est un contexte de paix et de stabilisation. L'intégration entre ces éléments est très réelle et très profonde pour les collectivités qui sont en première ligne de ces crises.

Un de nos appels à Affaires mondiales Canada concerne une intégration accrue entre les efforts humanitaires, de consolidation de la paix et d'aide au développement au sens large. Il y a beaucoup à faire sur le plan des mécanismes gouvernementaux et de la mise en œuvre. Nous pourrions faire un travail beaucoup plus efficace qui refléterait mieux les réalités des collectivités et des personnes sur le terrain.

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à Alexis Brunelle-Duceppe pour six minutes.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins de participer à cette importante étude.

Monsieur Brown, j'ai écouté avec attention votre allocution. Quand je parle avec des diplomates et que je vais sur le terrain en Afrique — j'ai eu la chance de participer à des missions au Kenya, au Rwanda et au Cameroun à titre de parlementaire —, on me dit qu'on assiste à un désengagement évident du Canada sur le continent africain. Je me suis même fait dire que c'était encore plus marqué du côté de l'Afrique francophone. C'est peut-être erroné, mais j'aimerais quand même connaître votre avis, vu votre expertise.

Je voudrais aussi savoir si, selon vous, la Stratégie du Canada pour l'Afrique, qui a été publiée il y a environ un an, change la donne relativement à ce désengagement qu'on ressent.

Stephen Brown: Pourriez-vous clarifier la question? S'agit-il de...

• (1145)

Alexis Brunelle-Duceppe: Je parle de la présence canadienne, quelle qu'elle soit.

Stephen Brown: ... faire la distinction entre l'Afrique francophone et l'Afrique non francophone?

Alexis Brunelle-Duceppe: Non. J'aimerais vous entendre me parler d'abord du désengagement premier, et si vous avez quelque chose à ajouter en ce qui concerne le désengagement en Afrique francophone, j'en serai bien heureux.

Stephen Brown: Je vous remercie de votre question.

Comme je l'ai dit dans mes remarques, il y a une tendance constante à être inconstant. Nous retrouvons l'Afrique lorsque nous voulons, par exemple, signaler que la pauvreté nous importe ou quand nous voulons un siège au Conseil de sécurité des Nations unies. Il y a alors beaucoup de missions de ministres, de premiers ministres et de gouverneurs généraux. Ensuite, si nous ne sommes pas élus, les missions s'arrêtent, et nous sommes perçus comme étant des partenaires non fiables, puisque notre engagement envers l'Afrique n'est pas stable et à long terme.

En ce moment, nous redécouvrons un peu l'Afrique. Nous parlons de minerais critiques, mais c'est très orienté vers nous-mêmes. Si c'est équilibré, c'est souvent respecté, mais, quand c'est trop axé sur nos propres intérêts, les Africains se rendent compte que le Canada agit de manière très intéressée. Ils se rendent compte que, ce qui nous intéresse, ce ne sont pas des partenariats à long terme, mais seulement le profit que nous pouvons en tirer.

Alexis Brunelle-Duceppe: D'ailleurs, vous avez parlé à quelques reprises des compagnies minières canadiennes. Il y a eu quelques études en comité au sujet du Bureau de l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises. Je ne sais pas si vous connaissez cette institution. Ce qu'on me dit, c'est qu'elle manque de mordant. Le mandat même et le financement même de ce bureau ne sont pas du tout adéquats.

Étant donné que nous faisons du commerce par le truchement de nos compagnies minières, le fait d'améliorer la situation au Bureau de l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises ne serait-il pas, justement, une façon d'améliorer notre image ainsi que la situation sur le continent africain?

Stephen Brown: Absolument. La réputation des compagnies minières canadiennes nuit à la réputation du Canada en Afrique et ailleurs dans le monde.

En outre, il y a une incapacité ou un manque de volonté politique de faire quelque chose. Nous en parlons depuis plus d'une dizaine d'années. Il y avait un conseiller spécial pour la responsabilité sociale des entreprises. Il y a eu ensuite le Bureau de l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises. Ce poste est maintenant vacant, et le gouvernement ne donne aucun signe de ses intentions à cet égard.

Le danger de cette course aux minerais critiques et aux ressources naturelles en Afrique et ailleurs, justement, c'est qu'on laisse de côté non seulement les questions de conduite éthique, mais aussi celles de cohérence avec les normes internationales et les droits de la personne reconnus internationalement.

Alexis Brunelle-Duceppe: En fait, vous avez souligné un paradoxe de la Stratégie du Canada pour l'Afrique. Vous avez dit que celle-ci semblait indiquer que nous voulons améliorer notre présence là-bas, mais qu'en même temps, nous suivons la route des Américains, avec l'Agence des États-Unis pour le développement international, qui a réduit les investissements. Nous suivons aussi la route de l'Europe, qui réduit les investissements en matière de développement international. Enfin, nous suivons la route du Japon qui, de son côté, sabre carrément presque 100 % de son budget.

Comment peut-on présenter une telle stratégie pour l'Afrique et annoncer, dans le dernier budget, des coupes de 2,7 milliards de dollars dans l'aide au développement au cours des prochaines années?

Stephen Brown: Je me pose la même question que vous, et c'est justement le moment de se démarquer. Si nous voulons vraiment

démontrer que le Canada est un partenaire fiable et un allié des pays africains, c'est le moment d'accroître notre appui à ce continent, sous forme d'aide au développement, mais sous d'autres formes aussi.

Toutefois, les signaux que nous envoyons en ce moment, comme vous l'avez souligné, indiquent tout à fait le contraire. C'est la raison pour laquelle j'ai dit tantôt que je me sentais très confus quant à l'orientation politique du gouvernement en ce moment.

Alexis Brunelle-Duceppe: Vous n'êtes pas le seul, d'ailleurs.

J'aimerais poser une brève question à Mme Higgins au sujet de l'orientation politique du gouvernement.

Plusieurs personnes s'inquiètent du lien assez assumé que le gouvernement fait entre le commerce international et l'aide au développement. Pour le secrétaire parlementaire du secrétaire d'État au Développement international, qui est aussi le secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, il n'y a pas lieu de s'inquiéter et de lier ces deux dossiers intrinsèquement.

Pourtant, l'aide au développement devrait être une chose et le commerce international devrait en être une autre. Tant mieux s'ils se recoupent, mais cela ne devrait peut-être pas être la priorité ou, en tout cas, la vision du gouvernement.

Peut-être le gouvernement est-il un peu à côté de la plaque dans ce dossier?

[Traduction]

Kate Higgins: Cela revient à ce que je disais au sujet de la cohérence des politiques. Il y a un risque que nous nous concentrons trop sur... Nous devons adopter une approche cohérente en matière de développement et de politique étrangère. Nous devons absolument réfléchir au commerce et à l'investissement, mais nous devons également réfléchir à l'aide internationale, à la diplomatie et à la défense de manière vraiment cohérente.

• (1150)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur Brown, selon vous, que manque-t-il à l'approche actuelle du gouvernement? Que manque-t-il à la Stratégie du Canada pour l'Afrique, qui a l'air d'avoir été écrite sur un coin de table?

Stephen Brown: Ce qui manque, c'est une priorisation, c'est-à-dire une meilleure idée de ce que nous allons faire, de ce que nous ne ferons plus, de ce sur quoi nous allons nous concentrer. C'est comme une liste de bonnes choses.

Comme je l'ai dit tantôt, la plupart des choses sont d'excellentes activités. On peut vraiment les recommander. Toutefois, il faut savoir quelle est la priorité et de quelle manière on peut agencer ces différents éléments.

Nous avons beaucoup parlé jusqu'à présent de cohérence des politiques, mais de quelle sorte de cohérence parle-t-on exactement? Est-ce de la cohérence pour les intérêts canadiens? Est-ce de la cohérence pour la réduction de la pauvreté? Non seulement nous manquons de cohérence, mais nous ne savons pas quel est le but de cette cohérence.

Si le but est de faire avancer les intérêts commerciaux du Canada, ce serait mieux que l'aide canadienne ne soit pas cohérente avec la politique de commerce.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons commencer la prochaine série de questions avec madame Kramp-Neuman.

Vous disposez de cinq minutes.

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Je vous remercie.

Pour résumer les 40 dernières minutes, voici quelques-unes des déclarations que j'ai entendues: confusion quant aux stratégies concernant les changements que le Canada envisage d'apporter; incapacité à tenir les promesses annoncées par le gouvernement; manque de cohérence des politiques; nécessité cruciale de changer le discours; perte d'intérêt du Canada pour son rôle de chef de file; déploiement inconscient; et exécution, défense, drones et diversification. Enfin, ce qui a retenu mon attention, c'est que les coupes budgétaires mettent en péril l'ambition d'une stratégie pour l'Afrique, parlant des 2,7 milliards de dollars de coupes dans l'aide internationale.

Madame Higgins, le gouvernement, et en particulier le premier ministre, a tenté de se positionner comme un partenaire multilatéral, progressiste et international en matière de défense, mais sur le front du développement international, il semble faire exactement le contraire, troquant son ancienne vision féministe contre une politique plus isolationniste qui ne serait pas bien accueillie à Washington, Tokyo ou Budapest.

À votre avis, comment la décision du premier ministre de réduire l'aide nous nuira-t-elle aux yeux de nos alliés internationaux et des ONG?

Kate Higgins: À la suite du budget, Coopération Canada a publié une déclaration, soutenue par plus de 100 organisations, exprimant sa déception à un moment où, comme je l'ai dit, les besoins humanitaires s'intensifient, mais aussi à un moment où le Canada cherche à diversifier ses partenariats à l'échelle mondiale. L'aide internationale est l'un des outils politiques à notre disposition. Comme vous avez dit, réduire l'aide à un moment où nous cherchons à diversifier nos relations et notre position en matière de politique étrangère ne nous semblait pas être la bonne décision.

Comme vous avez justement souligné, d'autres pays réduisent leurs budgets d'aide. Il est évident que le démantèlement très rapide de l'agence pour le développement international USAID par notre voisin du sud a eu des effets dévastateurs dans le monde entier.

Permettez-moi d'être très franche. Nous sommes conscients que notre pays est aux prises à des contraintes budgétaires. Les Canadiens se heurtent à de véritables défis en matière d'abordabilité. Toutefois, à notre avis, cela représente moins de 2 % du budget fédéral alors qu'il s'agit d'un investissement très stratégique et judicieux pour le Canada à un moment où nous devons diversifier nos relations en matière de politique étrangère, nous engager dans un contexte géopolitique très complexe et vraiment passer à la vitesse supérieure. Nous ne nous attendons pas à ce que le Canada comble tous les vides laissés par le retrait de pays comme les États-Unis, mais nous pensons qu'il est important que nous fassions notre devoir. Nous sommes d'avis que réduire le budget de l'aide de 2,7 milliards de dollars n'était pas la bonne décision à prendre à ce moment-là.

Shelby Kramp-Neuman: Parfait. Merci.

Par souci de gagner du temps, je vais changer légèrement de sujet, mais cela reste en rapport avec votre témoignage. Il s'agit des informations faisant état d'attaques terroristes contre une école au Soudan, au cours desquelles le directeur de l'OMS a confirmé que 114 personnes, dont 63 enfants, ont été assassinées par les Forces de soutien rapide.

Pourriez-vous nous parler des forces destructrices que des pays comme les Émirats arabes unis favorisent lorsqu'ils soutiennent des groupes terroristes déstabilisateurs, comme les Forces de soutien rapide, et de la manière dont celles-ci ont mené cette dernière attaque ciblée?

• (1155)

Kate Higgins: Je peux vous expliquer pourquoi, en cette période très complexe, le Canada doit s'engager et participer aux efforts de consolidation de la paix dans des pays comme le Soudan. Je pense que c'est absolument essentiel.

Shelby Kramp-Neuman: Pensez-vous que le Canada devrait entretenir des relations économiques avec des pays qui agissent directement contre notre politique étrangère et nos objectifs de développement international?

Kate Higgins: Le Canada doit, à mon avis, faire preuve de prudence et de circonspection dans les genres de relations qu'il bâtit à l'échelle mondiale. Dans un contexte géopolitique très difficile, nous devons trouver un équilibre entre nos intérêts économiques, d'une part, et nos valeurs et engagements en tant que pays en matière de droits de la personne, de stabilité et de paix dans le monde, d'autre part.

Shelby Kramp-Neuman: Quels leviers particuliers, d'un point de vue législatif, pouvons-nous actionner pour leur faire comprendre que cela n'est pas acceptable?

Kate Higgins: C'est une chose au sujet de laquelle je devrai vous revenir.

Comme je l'ai dit, la cohérence des politiques est absolument essentielle. C'est pourquoi, dans le contexte des exportations d'armes, par exemple, nous avons formulé des recommandations très concrètes au gouvernement, notamment en ce qui concerne le lancement d'un examen de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation. Il est absolument essentiel de mettre en place une vérification après expédition, de supprimer les exemptions fondées sur la destination et de renforcer l'utilisation des contrôles de certification pour les exportations militaires. Nous ne voulons pas nous retrouver dans une situation où des armes associées au Canada se retrouvent dans des conflits tels que ceux qui sévissent au Soudan.

Le président: Merci. Nous sommes à court de temps.

M. Rob Oliphant est l'intervenant suivant.

Vous disposez de cinq minutes.

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Merci, monsieur le président, et merci à tous les témoins.

Je vous encourage à continuer de faire pression sur le gouvernement. Dans des moments comme celui-ci, je préférerais être témoin au lieu de questionneur.

Je tiens également à signifier clairement au Comité que j'ai évidemment un intérêt direct dans cette stratégie, pour laquelle j'ai travaillé pendant deux ans et qui a connu un succès modeste. Elle ne correspond évidemment pas à tout ce que j'avais demandé, et je vous encourage à continuer de faire pression pour qu'elle soit mise en œuvre dans la politique gouvernementale.

Je tiens à souligner que je suis très heureux que les conservateurs commencent à reconnaître la valeur du développement et de l'aide. Lors de la dernière campagne, ils avaient en effet promis de réduire de plusieurs milliards de dollars l'aide étrangère afin de renforcer la défense. Si ce camp a changé d'avis, j'en suis très heureux.

Je souhaite également aborder brièvement — un mot qui est peut-être un peu galvaudé — le lien entre le commerce et le développement.

Je vais probablement parler trop longtemps. J'aime généralement poser des questions, mais je me sens poussé à dire quelques mots. Un élément central de la stratégie consiste à passer de la dépendance et de la charité à l'intérêt mutuel et à la prospérité mutuelle, une aide non liée. Je tiens à préciser qu'il y a une grande différence entre le respect mutuel et l'intérêt mutuel, d'une part, et l'aide liée, d'autre part. L'aide liée ne s'est avérée bénéfique pour aucun des deux pays. Elle ne stimule pas le développement des pays qui la reçoivent ni l'économie du pays qui la fournit. Elle est inefficace, coûteuse et ne fonctionne pas. L'avantage mutuel consiste à considérer les pays sur un pied d'égalité et à reconnaître les occasions.

Après ce long préambule, la première question pourrait porter sur les occasions qui se présentent à nous pour rapprocher notre monde du développement et notre monde commercial afin de promouvoir le bien-être économique en Afrique en tant que mesure stratégique. Je dois ajouter que si vous ne connaissez pas la réponse à certaines des questions qui vous sont posées, j'ai les réponses. Vous serez le Comité et je serai le témoin quelque part. Nous prendrons une tasse de café et je pourrai vous parler de notre nouveau centre commercial en Afrique. Il est opérationnel et c'est un endroit où nous changeons la façon dont notre commission commerciale fonctionne.

Nous avons renforcé notre présence sur le continent. Ce n'est toujours pas suffisant, mais nous continuons également à examiner les risques et le rôle du Canada dans leur réduction afin d'aider les entreprises à vouloir augmenter leur présence sur le continent. Nous avons évidemment choisi le Bénin pour transformer notre mission en ambassade. Il y a eu une tentative de coup d'État dimanche. Soyons réalistes quant aux problèmes du continent sans les exagérer.

C'est un continent qui offre des débouchés, mais aussi des risques. Une trentaine de conflits font actuellement rage sur le continent. Nous ne sommes pas naïfs, mais nous reconnaissons que si nous n'agissons pas aujourd'hui, nous ne serons plus là dans 10 ou 15 ans, car nous aurons manqué une occasion qui s'est présentée et d'autres pays l'auront saisie.

J'aimerais beaucoup être témoin. Approfondissons un peu le lien entre le commerce, le développement et les avantages mutuels, qui diffère de l'aide liée.

Peut-être pourrions-nous commencer par vous, madame Legault.

• (1200)

Elise Legault: Merci.

L'un des aspects positifs de cette stratégie est l'orientation vers une relation dont les avantages sont plus mutuels. Le discours était très positif à cet égard. Comme vous l'avez mentionné, et comme d'autres fonctionnaires d'Affaires mondiales Canada l'ont mentionné la semaine dernière lorsqu'ils étaient ici, c'est parce que nous avons entendu que c'est ce que souhaitent de nombreux acteurs et dirigeants africains. Ils souhaitent un partenariat égalitaire. Ils veulent le commerce et les échanges. Pour répondre à votre question, ainsi qu'à celle de M. Brunelle-Duceppe tout à l'heure, je pense que le commerce et le développement devraient aller de pair. Il est positif de mieux intégrer le commerce et le développement.

Cependant, il y a des pièges. L'aide liée est un piège dans lequel nous ne voulons pas tomber. Nous devons également nous rappeler que le commerce est une voie à double sens. Nous entendons souvent le Canada parler de commerce, et c'est normal. Nous disons: « Eh bien, nous voulons exporter nos produits vers le continent. » C'est vrai, mais il s'agit aussi de promouvoir et d'acheter des produits africains ici. Nous essayons parfois de regarder ailleurs que nos voisins du sud en ce qui concerne les produits que nous voulons obtenir. Par exemple, nous ne voulons pas acheter du jus d'orange de Floride. L'Afrique du Sud vend un excellent jus d'orange. Nous pouvons envisager ce produit. Il en va de même pour le café et le chocolat. Soutenir les pays africains permet de créer davantage de valeur ajoutée.

Évitons l'aide liée. Elle ne fonctionne tout simplement pas. N'oublions pas que le commerce est une voie à double sens. Il ne s'agit pas seulement de promouvoir nos produits. N'oublions pas non plus que, même si nous aimerions voir le commerce et le développement plus étroitement intégrés, tous les projets de développement ne concernent pas le commerce. Si vous fournissez une aide humanitaire, vous n'êtes pas là pour conclure des affaires. Vous êtes là pour sauver des vies et prodiguer une aide.

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe.

Vous disposez de deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Je vais rebondir là-dessus, madame Legault.

Hier, nous avons eu une réunion sur un tout autre sujet au Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international. Nous avons reçu le professeur François Audet, qui est quand même très reconnu et qui nous a dit que la croissance économique dans certains coins n'était pas nécessairement un gage de prospérité ou de rehaussement de la qualité de vie des gens parce que cela peut être utilisé par des autorités corrompues ou des groupes criminels.

Quand on dit qu'il faut faire plus de commerce ou que l'aide internationale est importante, sommes-nous d'accord qu'il y a une manière de procéder qui doit être assez éthique et supervisée, ou, en tout cas, par laquelle on s'assure que certains critères sont respectés?

Elise Legault: Oui, absolument.

Nous parlions des compagnies minières canadiennes. Des pays comme la Zambie et la République démocratique du Congo veulent développer leurs ressources minières, mais ils veulent aussi avoir de la valeur ajoutée et créer de bons emplois sur le continent. Il ne faut donc pas du tout viser l'extraction des ressources et tolérer le bafouement des droits de la personne. Il faut le faire de manière correcte.

Cela dit, cependant, c'est qu'il y a moyen d'intégrer un peu le commerce et le développement. Cela ne veut pas dire qu'il faut seulement chercher à accroître les exportations canadiennes. Cela veut dire aussi qu'il faut favoriser le développement économique dans les pays africains, ainsi que la valeur ajoutée localement.

Alexis Brunelle-Duceppe: Madame Higgins, vous représentez quand même plusieurs organisations. Il y a de petites organisations d'aide internationale. Chez nous, à Alma, au Saguenay—Lac-Saint-Jean, il y a le Centre de solidarité internationale, qui fait des projets très concrets améliorant vraiment les choses, mais qui a de plus en plus de difficulté à obtenir du financement de la part du gouvernement fédéral parce que ce financement est plutôt accordé aux grandes organisations.

Je me demandais si vous aviez quelque chose à dire à ce sujet parce que je pense que ces petites organisations ont leur rôle à jouer dans tout ce débat.

• (1205)

Kate Higgins: C'est un élément vraiment important que vous soulevez. Comme l'a dit M. Brown,

[Traduction]

nous sommes « systématiquement incohérents ».

[Français]

Je pense que s'il y a une communauté qui n'est toutefois pas comme ça, c'est celle des organisations de la société civile. On n'a qu'à penser aux organisations québécoises qui ont vraiment de longs partenariats avec d'autres organisations en Afrique, dans le domaine de la Francophonie, par exemple, pour les francophones de l'Est et de l'Ouest. Je trouve que c'est vraiment important.

Nous avons besoin d'une stratégie. Nous avons discuté avec des représentants d'autres pays qui se sont vraiment investis dans les relations avec le continent africain. Je pense que les ONG, tout comme l'organisation dont vous avez parlé, ont vraiment de bonnes relations à long terme. Pour moi, c'est très important.

À Coopération Canada, c'est le travail que nous faisons. Nous cherchons à développer les relations avec Affaires mondiales Canada pour nous assurer que les petites et les grandes organisations peuvent non seulement avoir accès à du financement de la part du gouvernement, mais qu'ils peuvent également avoir accès aux autres partenariats. Il est très important de dire que ce n'est pas qu'avec le gouvernement que les ONG ont des partenariats et des relations.

Je pense que si on veut investir dans nos relations avec l'Afrique à long terme, cela passe vraiment par les ONG, qui jouent un rôle très important pour nous, comme pays.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Holman.

Vous disposez de cinq minutes.

Kurt Holman (London—Fanshawe, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins présents aujourd'hui.

Tout d'abord, mes questions portent sur le commerce et l'investissement. Ma question s'adresse à Mme Nwuneli.

Vous avez mentionné dans votre introduction qu'il n'y a à l'heure actuelle aucun accord de libre-échange entre le Canada et les pays africains.

Il est actuellement question de la Zone de libre-échange continentale africaine, la ZLECAF, une initiative phare de l'« Agenda 2063 » de l'Union africaine. La stratégie africaine du Canada indique que « [u]ne fois pleinement mise en œuvre, [elle] sera la plus grande zone de libre-échange dans le monde, selon le nombre de pays participants. Elle représentera alors un marché intégré de 1,3 milliard de personnes. »

Pourriez-vous nous informer de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la ZLECAF? Merci.

Ndidi Nwuneli: Merci beaucoup.

Je dirais que la ZLECAF s'est largement concentrée sur les protocoles et les accords: tout d'abord, en levant certaines barrières commerciales au sein du continent, puis en établissant ces protocoles et ces accords au sein des régions du continent et, maintenant, avec d'autres régions.

Malheureusement, le rythme n'a pas été aussi rapide que je l'aurais souhaité. Je m'exprime ici à titre personnel, comme ancienne entrepreneure en série et personne ayant travaillé sur l'ensemble du continent, mais nous voyons beaucoup de signes prometteurs.

Tout d'abord, je pense que nous voyons beaucoup de signes prometteurs en ce qui concerne les protocoles qui ont été conclus sur le commerce des produits agricoles, des fruits et légumes et des aliments. Nous voyons des protocoles prometteurs en matière de fabrication et de commerce dans le secteur manufacturier, ainsi qu'un appétit et un intérêt considérables pour le commerce des minéraux essentiels et le soutien à l'accès à l'énergie.

Je tiens à ajouter qu'au-delà de la ZLECAF, nous avons également des partenaires très crédibles. L'AFC, l'Africa Finance Corporation, mène un travail phénoménal entre trois pays en ce qui concerne les minéraux critiques. Certains d'entre vous ont entendu parler du corridor de Lobito. Je viens de passer quelques jours en Norvège. L'intérêt des pays nordiques pour le corridor de Lobito est phénoménal. L'intérêt des États-Unis pour ce corridor est également tout à fait remarquable.

En outre, nous avons l'Africa Access Bank, un autre acteur formidable qui a aplani bon nombre des obstacles au financement du commerce sur le continent. C'est un partenaire tout désigné pour le Canada.

Nous avons la Banque africaine de développement. J'ai mentionné dans ma déclaration le Fonds africain de développement, qui s'est engagé à renforcer les infrastructures afin de faciliter les échanges commerciaux entre l'Afrique et le reste du monde, ainsi qu'au sein même de l'Afrique, sous la direction de son nouveau président, Sidi Ould Tah.

Nous voyons de nombreux signes prometteurs. Je tiens à vous assurer que, à bien des égards, la ZLECAF n'est qu'une des nombreuses plateformes qui ont été mises en place sur le continent, et il est important de reconnaître que de nombreux autres partenaires souhaitent s'engager avec le Canada en plus de la ZLECAF.

Je vais demander à Elise Legault d'intervenir si elle a quelque chose à ajouter.

• (1210)

Elise Legault: Je trouve que c'est excellent. Merci.

Kurt Holman: Merci.

Il est intéressant que vous ayez mentionné les minéraux critiques. Ma deuxième question est la suivante: quelles mesures le gouvernement du Canada pourrait-il prendre pour faciliter ou stimuler davantage les investissements canadiens responsables dans le secteur des minéraux critiques en Afrique, conformément aux objectifs énoncés dans la stratégie pour l'Afrique?

Ndidi Nwuneli: Je peux me lancer. Je suis sûre que d'autres ajouteront leur grain de sel.

Je pense qu'il y a trois mesures à prendre.

Premièrement, nous devons accroître la transparence et la responsabilisation à l'égard de nos investissements dans les minéraux critiques. La société civile a un rôle essentiel à jouer sous ce rapport pour veiller à ce que nous respections les normes en matière de genre, de jeunesse, d'équité, de justice, de rémunération équitable, d'investissement sur le continent et de valeur ajoutée aux minéraux critiques, tout en insistant pour que les entreprises canadiennes qui s'associent à des investisseurs africains versent également des salaires décents, offrent toutes les protections sociales à leurs employés et accordent la priorité aux employés africains dans la valeur ajoutée sur le continent. Nous avons remarqué que, souvent — et je ne pointerai pas d'autres pays — les règles du jeu ne sont pas équitables. Je pense que les valeurs canadiennes sont très fortes et qu'elles devraient accompagner les investissements canadiens en Afrique.

Le deuxième point concerne le rôle essentiel des investissements abordables. Nous avons parlé du coût du capital. J'ai parlé de Fin-Dev Canada. Nous avons besoin que davantage d'institutions et de fonds de pension canadiens s'associent aux investissements privés afin de garantir que les investisseurs qui s'engagent à créer de la valeur ajoutée sur le continent disposent de capitaux patients.

Enfin, il y a le transfert de connaissances. Je pense que le Canada possède une grande expérience dans les minéraux critiques. Votre industrie aurifère est très avancée. Votre industrie des minéraux critiques au Canada est très développée. Ce transfert de connaissances est un cadeau que le Canada peut offrir à de nombreux pays africains.

Je cède la parole à Elise Legault, au cas où elle aurait autre chose à ajouter.

Le président: Malheureusement, nous sommes à court de temps.

Nous passons maintenant à M. Blair.

Vous disposez de cinq minutes.

L'hon. Bill Blair (Scarborough-Sud-Ouest, Lib.): Si vous me le permettez, je cède mon temps de parole à mon collègue, M. Oliphant.

L'hon. Robert Oliphant: Je ne peux pas être un témoin, mais je peux parler un peu plus.

Je voulais parler de la concurrence sur le continent.

Tout d'abord, le Canada soutient la zone de libre-échange continentale africaine par son travail au Ghana et s'efforce de résoudre certains enjeux liés aux échanges, à l'argent et aux barrières internes qui entravent le commerce. L'un de nos objectifs est d'accroître le commerce intérieur continental.

Nous voulons également accroître le développement. Il est largement admis que le développement passe par l'énergie. Il est évident que tous les efforts en matière de réduction de la pauvreté, d'éducation et de soins de santé doivent se poursuivre. Pour que les gens n'aient plus besoin d'aide au développement, il faut leur donner des emplois. Pour créer des emplois, il faut des capacités. Cela passe en partie par les infrastructures et en partie par l'énergie.

La Chine est bien connue. Elle compte d'ailleurs 1,4 milliard d'habitants. Nous en avons 40 millions. Nous ne serons pas nécessairement en mesure de rivaliser avec la Chine dans tous les domaines, mais nous pouvons faire ce que nous savons faire.

Je dirais que, dans le domaine de l'énergie, nous avons des atouts qui nous sont propres. Nous avons une initiative intitulée Vers le développement minier durable, en collaboration avec l'Association minière du Canada, qui fait du Canada l'un des secteurs miniers les plus respectueux de l'environnement, des travailleurs et de la justice sociale au monde, sinon le plus respectueux. Nous avons de l'énergie, avec des capacités en matière d'énergies renouvelables, nucléaires et fossiles. Nous avons l'agroalimentaire et la transformation, qui pourraient contribuer au développement de la région, afin que l'Afrique puisse non seulement se nourrir, mais nourrir le monde.

Je pense que l'énergie est essentielle. Avez-vous des idées sur la manière dont le Canada pourrait y parvenir, afin que nous puissions réduire la pauvreté en créant des emplois, surtout pour les jeunes, puisque l'Afrique a la population la plus jeune au monde?

Elise Legault: Bien sûr. M. Roberts aura peut-être quelque chose à ajouter sur cette question de l'énergie.

Je suis heureuse que vous souleviez ce point, car c'est l'une des recommandations que nous avons formulées dans le document que nous vous avons fourni.

Dans des sondages menés auprès d'entreprises du continent sur les principaux obstacles à la création d'entreprises et d'emplois, deux éléments ressortent toujours. Le premier est le coût du capital, dont Ndidi Nwuneli a parlé. Il est trop coûteux d'emprunter de l'argent pour investir sur le continent en raison, souvent, de cotes de crédit injustes, etc. La seconde est le manque d'accès à une électricité fiable. Ce sont les deux éléments qui reviennent systématiquement en tête. C'est pourquoi il existe un mouvement ou une initiative très importante qui revient sur la question de l'énergie et de l'accès à l'électricité sur le continent.

Je ne sais pas si vous avez entendu parler de la mission 300. Il s'agit d'une initiative de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement visant à fournir de l'électricité à 300 millions de personnes sur le continent. Sur le continent, 600 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité. C'est une initiative très prometteuse.

J'espère vivement que le Canada pourra soutenir cette initiative. Il peut le faire en contribuant au Fonds africain de développement lors de la reconstitution des ressources qui aura lieu la semaine prochaine. Il existe également un potentiel pour des partenariats bilatéraux concrets entre le Canada et l'Afrique dans le domaine de l'accès à l'électricité et à l'énergie, car nous disposons d'une expertise dans de nombreux types d'énergie.

J'ai été ravie de voir qu'il en a été question lors du voyage du premier ministre en Afrique du Sud pour le G20. C'est prometteur, mais ce n'est pas tout. Est-ce là que nous pourrions avoir des partenariats bilatéraux plus tournés vers l'avenir et mutuellement avantageux entre le Canada et les pays africains? Je pense que l'accès à l'énergie et à l'électricité présente un énorme potentiel.

• (1215)

L'hon. Robert Oliphant: M. Roberts pourrait peut-être ajouter quelque chose à ce sujet.

Voulez-vous ajouter quelque chose à propos de l'électricité et de l'énergie? Les deux sont liées.

Chris W. J. Roberts: Comme je l'ai mentionné dans ma déclaration liminaire, l'énergie est essentielle. La pauvreté énergétique en Afrique est le plus grand inconvénient et le plus grand obstacle au développement, point final. Il y a beaucoup d'autres problèmes. Cependant, en ce qui concerne le manque d'énergie, les infrastructures institutionnelles et physiques pour l'énergie — en particulier l'électricité et d'autres formes d'énergie — oui, le Canada a un rôle majeur à jouer dans ce domaine.

Si l'on pouvait reconnaître un mérite à l'administration Trump, ce que je ne fais généralement pas, ce serait peut-être d'avoir changé le

discours sur l'approche occidentale en matière de développement énergétique en Afrique. De nombreux pays africains disposent de sources d'énergie nationales sous-exploitées: le charbon — qui, encore une fois, n'est pas ma source préférée —, le gaz naturel et le pétrole, ainsi que les énergies renouvelables comme la géothermie, l'hydroélectricité, etc.

Pendant longtemps, près d'une décennie, les restrictions internationales en matière d'investissement, non seulement par des pays occidentaux de manière bilatérale, mais aussi par certaines institutions financières internationales, ont été telles que nous investissions dans les énergies renouvelables, mais pas dans les combustibles fossiles. Pourtant, le Canada augmente chaque année ses exportations de combustibles fossiles. Les États-Unis l'ont fait. En Norvège, malgré tout son succès, son fonds souverain dépend des exportations de combustibles fossiles, mais nous les avons restreintes pendant longtemps. Cela a augmenté le coût du capital pour l'Afrique ou pour toute entreprise faisant des affaires en Afrique afin de mettre en valeur des combustibles fossiles en Afrique qui pourraient être utilisés à la fois pour produire de l'énergie domestique et générer des revenus d'exportation.

Le président: Merci beaucoup. Cela conclut cette série de questions.

Merci beaucoup aux témoins d'être venus et d'avoir témoigné devant nous.

Nous allons maintenant suspendre brièvement la séance afin de passer à huis clos.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>